

Unité départementale du Rhône  
5 Place Jules Ferry  
69006 Lyon

Lyon, le 02/03/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/01/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **TOTALENERGIES ONETECH**

Chemin du Canal - BP22  
CENTRE RECHERCHES DE SOLAIZE  
69360 Solaize

Références : UD-R-CTESSP-26-035-LD  
Code AIOT : 0006104116

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/01/2026 dans l'établissement TOTALENERGIES ONETECH implanté Chemin du Canal - BP22 CENTRE RECHERCHES DE SOLAIZE 69360 Solaize. L'inspection a été annoncée le 16/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La présente visite s'inscrit dans le contexte des suites de la visite d'inspection du 12 novembre 2024 en lien avec l'action nationale PFAS et dans le but de constater les modifications apportées à l'établissement (dossiers de Porter à Connaissance déposés en 2014 et 2025 concernant le banc de cyclage batterie et le container batterie).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TOTALENERGIES ONETECH

- Chemin du Canal - BP22 CENTRE RECHERCHES DE SOLAIZE 69360 Solaize
- Code AIOT : 0006104116
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le Centre de Recherche de Solaize (CRES) est l'un des trois centres de recherche du groupe TOTAL FRANCE. Le site, en activité depuis 1969, relève du régime de l'autorisation.

Les activités du CRES s'articulent notamment autour de deux axes :

- les produits liés à l'activité pétrolière (nouvelles formulations de lubrifiants (automobile, marine, industriels), élaboration de carburants et combustibles, fabrication de bitumes, mise au point de fiouls),
- les services aux entités industrielles et commerciales du groupe (moyens analytiques, assistance aux usines, aux commerces, réalisation d'études...).

Ces activités sont autorisées au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement par l'arrêté préfectoral du 23/10/1985 modifié. Le classement du site a été mis à jour en 2024 (arrêté préfectoral complémentaire du 25/07/2024).

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
2	Recherche de réduction / suppression des émissions en PFAS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	12 mois
3	Gestion des boues	Code de l'environnement du 17/12/2010, article L541-2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Rejets dans l'eau – Arrêté ministériel « RSDE »	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	/	Demande d'action corrective	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Modifications	Arrêté Préfectoral du 23/10/1985, article 1.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection a permis de relever des non-conformités vis-à-vis des prescriptions examinées.

L'exploitant devra fournir, selon les délais mentionnés dans le présent rapport, les éléments permettant de justifier de la mise en œuvre des actions correctives nécessaires pour les lever.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Réalisation des campagnes d'analyse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 26/11/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 12/01/2026</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la précédente visite, l'Inspection avait demandé à l'exploitant de procéder à 3 nouvelles campagnes de mesures portant sur les 20 substances PFAS listées dans l'arrêté du 20/06/2023 (cf. constat n°7) et sur les autres substances PFAS figurant dans sa liste et quantifiables.</p> <p><b>Lors de la présente visite :</b> Les 3 campagnes ont bien été réalisées pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'amont du site (puits de prélèvement)</li> <li>• les effluents aqueux (eaux vannes et industrielles)</li> <li>• les eaux de ruissellement (aire d'essai extinction incendie)</li> </ul>

2 campagnes ont bien été réalisées pour les eaux pluviales mais par manque de temps pluvieux et de disponibilité du prestataire réalisant les mesures la dernière campagne n'a pas encore pu être réalisée. L'exploitant indique être actuellement en lien avec le prestataire pour la réalisation des mesures.

Les résultats disponibles en 2025 montrent (somme totale PFAS) :

- des teneurs amont entre 0,4 et 1,1 µg/L
- des teneurs dans les effluents entre 0,005 et 0,2 µg/L
- des teneurs dans les eaux pluviales entre 0 et 0,07 µg/L
- des teneurs (ruissellement) en sortie de l'ancienne aire d'essai incendie entre 3 et 17 µg/L

Il apparaît ainsi que des teneurs relevées dans les effluents sont du même ordre de grandeur que les teneurs relevées à l'amont dans le puits de prélèvement.

Les eaux de l'aire d'essai apparaissent cependant fortement contaminées en AOF (75 µg/L), pour la somme des 20 PFAS (10,8 µg/L) et spécifiquement pour le 6:2 FTSA (6,1 µg/L).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant fait réaliser la dernière campagne de mesures des PFAS dans les eaux pluviales.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 2 : Recherche de réduction / suppression des émissions en PFAS**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2

**Thème(s) :** Autre, Prévention/limitation des émissions

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 26/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2025

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- [...]
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- [...]
- prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

## Constats :

Lors de la précédente visite, l'inspection avait demandé à l'exploitant de :

1. mener les investigations utiles concernant les écarts entre les teneurs en PFAS et AOF mesurées : fluor non organique dans les émulseurs, teneurs en fluorures ou COT/COD, autres PFAS (notamment produits de dégradation, cf. constat n°1), etc.
2. rechercher les PFAS lors des 4 prochaines campagnes de surveillance des eaux souterraines, a minima au niveau des ouvrages PZ1, PZ8, PZ10, PZ19, Puits P1 et Puits CRES, et de poursuivre cette surveillance si les résultats font ressortir un impact.

**Pour le point n° 1 :** Dans son courrier du 18/08/2025, l'exploitant a indiqué ne pas avoir trouvé de raison permettant de justifier cet écart, hormis la présence d'autres PFAS. Il avait indiqué que cet écart avait été relevé sur de nombreux sites selon son prestataire SGS (informations transmises lors de la journée APORA du 3 avril 2025).

Lors de la présente visite, l'exploitant indique que la mesure du TFA a bien été faite sur les différentes campagnes de mesure des PFAS et que celles-ci ne permettent pas de justifier l'écart constaté.

**Pour le point n°2 :** L'exploitant a réalisé 4 campagnes d'analyse des eaux souterraines au droit de 6 piézomètres du site. Les résultats sont disponibles et ont été présentés à l'inspection lors de la présente visite pour les 3 premières campagnes (le rapport de la dernière campagne de décembre n'étant pas encore disponible).

Les résultats indiquent des teneurs en PFAs (Somme des PFAS) élevées :

- à l'amont (selon le sens d'écoulement de la nappe à la réalisation de la campagne) : entre 470 et 3000 ng/l
- à l'aval ou latéral hydraulique (selon le sens d'écoulement de la nappe à la réalisation de la campagne) : entre 386 et 23 700 ng/l.

Le piézomètre le plus impacté est le PZ1, à proximité immédiate de l'aire d'essai exercice incendie (manipulation d'extincteurs). Il est à noter que, bien que cette aire soit toujours opérationnelle, l'exploitant ne réalise plus d'essai avec des extincteurs contenant des PFAS.

## Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au vu des résultats mentionnés au point de contrôle n°1, notamment les teneurs en PFAS relevées dans les eaux de ruissellement de l'aire d'essai extinction incendie et de la contamination des eaux souterraines constatée, l'Inspection demande à l'exploitant :

- de procéder, dans un délai de 6 mois, à une étude historique afin de caractériser au mieux l'état des milieux vis-à-vis de la contamination en PFAS. Pour ce faire, l'exploitant recense et transmet les éléments suivants :
  - des plans présentant les zones de manipulation, de stockage et d'utilisation actuelles et passées des produits contenant des PFAS ;
  - l'identification de l'ensemble des émulseurs fluorés fabriqués ou utilisés depuis la mise en fonctionnement du site ;
  - la liste des substances per et polyfluoroalkylées utilisées sur le site, actuellement et par le passé, et leurs produits de dégradation.

- de procéder, dans un délai de 8 mois, à des recherches des sources possibles de contamination des sols en substances PFAS, sur les zones de manipulation, de stockage et d'utilisation actuelles et passées des produits contenant des PFAS, en procédant à la réalisation d'un diagnostic conforme à la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués d'avril 2017 (en particulier le guide relatif au diagnostic des sites et sols pollués d'avril 2023). Les objectifs du diagnostic sont notamment :
  - caractériser les sources de pollution et les milieux de transfert/d'exposition ;
  - évaluer et comprendre le comportement des polluants ;
  - cartographier les zones en fonction de leur niveau de pollution ;
  - contrôler la qualité des milieux et suivre leur évolution dans le temps et l'espace.
- de mettre en place, dans un délai de 8 mois, une surveillance trimestrielle des eaux souterraines permettant de caractériser l'impact des éventuelles sources sols de contamination en PFAS sur la nappe souterraine ; cette surveillance, pendant au moins une année, portera sur les substances per et polyfluoroalkylées, visées au point de contrôle n°1 et éventuellement complétées par des substances mises en évidence dans l'étude historique ; le réseau piézométrique utilisé pour réaliser cette surveillance sera le cas échéant complété pour prendre en compte l'étude historique ;
- de transmettre, dans un délai d'un an, un plan d'actions avec un échéancier permettant de limiter le transfert de pollution en PFAS dans les eaux souterraines ;
- de réaliser, dans un délai d'un an, les investigations complémentaires permettant de justifier les écarts entre les teneurs en PFAS et AOF mesurées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 12 mois

### N° 3 : Gestion des boues

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 17/12/2010, article L541-2

**Thème(s) :** Autre, Gestion des déchets

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 26/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 30/03/2025

**Prescription contrôlée :**

Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre.

Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.

Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la précédente visite, l'Inspection avait demandé à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de caractériser ses déchets issus du traitement des effluents au regard des seuils POP.</li> <li>• de s'assurer que les installations réceptionnant ses déchets issus du traitement des effluents, sont autorisées à les prendre en charge et ont connaissance de la présence de PFAS dans ces déchets.</li> </ul> <p>Lors de la présente visite l'exploitant n'est pas en mesure de fournir les justificatifs associés à ces demandes.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de lui fournir, dans un délai d'un mois, les réponses aux demandes d'actions correctives formulées dans son rapport de l'inspection du 12 novembre 2024 relatives à la caractérisation des déchets et leur prise en charge externe.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 4 : Modifications

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/1985, article 1.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modifications
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments des dossiers de demande d'autorisation, sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les points de contrôles ont porté sur deux projets portés à la connaissance de la préfète du Rhône n'ayant pas nécessité de prescriptions complémentaires de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p><b>Pour le projet relatif au banc de cyclage batterie,</b> celui-ci est actuellement en travaux. La cheminée a été installée ainsi que la chambre climatique. Les connexions ne sont pas encore faites et les batteries ne sont pas encore sur site. L'inspection constate que les travaux ont bien lieu au sein de la cellule concernée et que les premières mesures de protection sont en cours d'installation : détection fumée, gaz et température. La mise en exploitation est prévue au mois d'avril 2026.</p> <p><b>Pour le projet relatif au container batterie SAFT,</b> celui-ci est abandonné mais le container reste en place pour le moment avec seulement le système de ventilation, alarme détection et report fonctionnant. L'installation est localisée à l'emplacement provisoire indiqué dans le dossier sur</p>

une dalle étanche. Le container est équipé de détecteur de chaleur, fumée et CO. Le système d'inertage par gaz, le système de refroidissement par eau et les événements sont bien en place. L'inspection a également constaté la remontée des différentes détections sur le PC de supervision de l'exploitant.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection rappelle à l'exploitant le besoin de disposer de la fiche réflexe du container batteries SAFT dans le PC de supervision et l'obligation de déclarer au préfet tous les changements notables à venir de son installation avant de les mettre en œuvre (par télédéclaration sur le site <https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R42920>), dont :

- l'actualisation des puissances associées à la rubrique 2925 lors de la mise en service du projet banc de cyclage batteries ;
- l'abandon définitif du projet relatif au container batterie SAFT et l'évacuation de ce container.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Rejets dans l'eau – Arrêté ministériel « RSDE »**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions

**Prescription contrôlée :**

Positionnement au regard des dispositions introduites par l'arrêté ministériel modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux Rejets de Substances Dangereuses dans l'Eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement dit « RSDE » du 24 août 2017. Ce positionnement doit être réalisé au regard de l'ensemble des substances listées dans l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié.

**Constats :**

L'exploitant dispose des contrôles de ses rejets aqueux sur un certain nombre de substances sans pour autant réaliser les mesures sur l'ensemble des substances définies à l'article 32 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié.

L'inspection rappelle à l'exploitant que les dispositions introduites par l'arrêté ministériel du 24 août 2017 dit « RSDE » modifient dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux Rejets de Substances Dangereuses dans l'Eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement dont notamment l'arrêté du 2 février 1998.

Ainsi, l'exploitant doit surveiller les substances prévues à l'article 32 de l'arrêté du 2 février 1998 sauf à justifier leur absence dans le rejet.

A cet effet et après discussion entre l'inspection et l'exploitant, il apparaît essentiel pour ce dernier de se positionner sur les substances suivies dans le cadre de RSDE. L'inspection instruira ce dossier pour proposer au préfet d'acter les substances retenues pour le suivi.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de positionner les rejets aqueux de son établissement par rapport à certaines des dispositions introduites par l'arrêté ministériel du 24 avril 2017 dit arrêté RSDE.

À cet effet, l'exploitant transmettra, dans un délai de 6 mois, le tableau de positionnement argumenté concernant les modalités de surveillance à mettre en œuvre.

Ce positionnement :

- sera fait sous format électronique à l'aide du tableau-type joint au présent rapport ;
- concernera l'ensemble des substances mentionnées dans l'arrêté ministériel du 2 février 1998, sauf à justifier leur absence dans le rejet (bibliographie, étude sur les matières premières et le procédé, campagnes de mesures ...). L'exploitant a bien réalisé une surveillance dite RSDE "initiale" à partir de laquelle certaines substances ont été retenues en surveillance pérenne. Ces données pourront alimenter le positionnement de l'exploitant.
- tiendra compte des données de surveillance disponibles, des dispositions de l'arrêté préfectoral et de la sensibilité du milieu récepteur.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois